

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9^e)

Téléph. CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

5 centimes — PARIS ET DÉPARTEMENTS — 5 centimes

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e)

Téléph. CENTRAL 80-82

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Pour la Publicité s'adresser à la Direction

14, rue Drouot, Paris (9^e)

M. Asquith et la Réaction

On a lu, hier soir, l'analyse et quelques passages du discours qu'a prononcé M. Asquith le 11 novembre.

C'est un digne pendant du discours de M. Briand.

« Nous ne chancelerons pas, nous ne nous arrêterons pas, nous ne faiblirons pas avant d'avoir assuré aux petits États d'Europe leur charte d'indépendance et au monde entier l'émancipation du régime de la force. »

Voilà ce que veut le Cabinet anglais, voilà ce que veut le Cabinet français, voilà ce que veulent tous les démocrates des nations alliées.

Mais là s'arrêtent leurs ambitions et c'est ce que ne leur pardonneront les nationalistes à tous crins, pas plus qu'ils ne leur pardonneront leurs franchises déclarations à ce sujet.

En déclarant ainsi — et aussi nettement — quelles sont leurs intentions fermes, les chefs des Cabinets alliés ont, en effet, rompu avec la vieille tradition conservatrice qui voulait que toutes ces choses, ainsi que les traités diplomatiques, restassent dans l'obscurité.

Le peuple n'avait que faire, selon eux, de savoir ce qui se passait. Il n'avait qu'à suivre aveuglément ses dirigeants sans savoir où ils le menaient.

M. Asquith, M. Briand, et, avant lui, M. Viviani, ont changé tout cela.

« Nous faisons la guerre du Droit et nos intentions, le monde entier doit les connaître. »

Cette politique a attiré au Gouvernement anglais la haine des partis conservateurs. J'ai pu, sur place, me rendre compte de l'hostilité des organes de lord Northcliffe et de ses amis envers les membres radicaux du Cabinet. J'ai d'ailleurs dénoncé, ici-même, les moyens bas et vulgaires qu'ils employaient.

Cette lutte systématique continue. Tout est prétexte pour le *Daily Mail*, le *Times*, le *Morning Post*, et autres organes de ce genre à critiquer les gouvernements.

Dans un précédent discours, M. Asquith avait déjà dit leur fait à toute cette « presse de caniveau ». Hier, encore, en répondant aux critiques contre la censure, il dénonçait le mensonge manifeste du *Globe*, qui avait annoncé, alors qu'il savait pertinemment que c'était faux, la démission de lord Kitchener.

« On ne peut pas appeler, dit-il, li-

berté de presse, le travestissement des faits. »

Il a d'ailleurs rendu justice à la presse britannique, vraiment libre, en déclarant qu'« à part deux ou trois exceptions, la presse britannique a été fidèle à ses grandes traditions et le gouvernement apprécie sa collaboration. »

On ne peut évidemment pas traiter de presse libre les organes stériliés par la coterie réactionnaire Northcliffe et C^o.

Depuis deux jours, sous le titre du « Mystère de Gallipoli », le *Daily Mail* a entrepris une nouvelle campagne tendant à faire retomber entièrement sur M. Asquith la responsabilité de l'expédition de Gallipoli.

Il ne faut pas, sans doute, attacher plus d'importance qu'il n'est nécessaire, à ces campagnes trop clairement intéressées ; l'opinion anglaise, elle-même, ne se laisse pas troubler par elle ; toutefois, aux yeux de l'ennemi et aux yeux même des alliés de l'Angleterre, elles présentent un caractère plus sérieux.

Et si l'Allemagne peut se réjouir de l'opinion, en Angleterre, soit divisée, la France est en droit de se demander si ces luttes intestines n'affaiblissent pas l'effort de la coopération unanime britannique ?

À cela, je m'empresse de le dire, je suis en mesure de répondre : non ! L'effort du lion anglais ne peut être troublé par les aboiements de quelques chiens errants et la confiance du pays dans le Cabinet Asquith est inébranlée, mais il n'en reste pas moins que ces aboiements créent une sensation pénible à l'extérieur.

C'est peut-être ce que lord Northcliffe désire. En matière de publicité, il s'y connaît !

Georges Bazile.
P.-S. — Jean Longuet donne dans le *Daily Chronicle* d'hier un long article sur le grand discours de M. Briand et la séance de la Chambre du 3 novembre. Il conclut par ces mots, que je traduis du texte anglais, qui confirment précisément ce que je dis plus haut au sujet de l'esprit démocratique qui préside à la politique gouvernementale des pays alliés :

« Par cette belle et noble déclaration des principes les meilleurs de la politique moderne démocratique, M. Briand a montré la voie à toute l'Europe, tandis qu'en même temps il parlait en une parfaite harmonie avec les paroles de M. Asquith, M. Lloyd George et Sir Edward Grey, et selon les meilleures traditions du radicalisme britannique. »

La Calotte et l'Expiation

Très attentivement, ce matin, j'ai lu la *Croix*, l'*Echo de Paris*, l'*Action française*, nos journaux qui se précèdent admirablement informés, et nulle part je n'ai trouvé trace de la note qui a été communiquée à la presse concernant la punition disciplinaire infligée à l'abbé — d'aucuns disent même au chanoine — Lagardère.

Ce Lagardère, aumônier d'une division de cavalerie, parlant sur la tombe d'un officier tombé au champ d'honneur, avait tout bon de développer cette thèse : « La guerre actuelle est une guerre d'expiation. Les Français l'avaient méritée en expulsant les congrégations en séparant l'Église d'avec l'État et en commettant quantité de crimes analoges. »

L'abbé Lagardère, durant les quinze jours d'arrêt qui viennent de lui être infligés, va avoir le temps de réfléchir et je livre ce sujet à ses méditations.

Vous ne vous rendez pas compte, Monsieur l'abbé ou Monsieur le chanoine, que votre théorie est injurieuse pour la Divinité des Français, c'est entendu, ou commis le péché d'impiété. Ils doivent être punis. Une divinité consciente qui dispose de tous les moyens — Dieu n'est-il pas tout-puissant ? — se serait contentée de châtier les Français impies. Elle avait à sa disposition les épidémies, les inondations, les tempêtes, les tremblements de terre et quantité d'autres fléaux, sans parler d'un déluge partiel, qui aurait frappé les coupables et non les innocents.

Car enfin, les sœurs sœurs des Belges sont des catholiques qui ont reçu à bras ouverts les moines et les religieux préférant un volontaire exil à une soumission aux lois de la République. L'Autriche est la fille cadette de la Sainte Église, la France en étant l'aînée, les Irlandais et les Anglais ont fait partie de l'Angleterre restés papistes.

Or, tous ces braves sujets de l'Église catholique et apostolique se trouvent actuellement compris dans le même châtiement, sans parler des natomédians, des Hindous, des Russes et des populations balkaniques, catholiques orthodoxes.

Le législateur ou le juge d'importe quel pays, qui agirait comme vous prétendez qu'il agit, volerait divinité, c'est-à-dire qui, pour punir un coupable, frapperait en même temps que lui une certaine d'innocents, ne mériterait pas même les honneurs d'un tribunal ; on l'informerait purement et simplement dans une maison d'aliénés.

Et ce n'est pas tout. Écoutez donc vos confrères, Monsieur l'abbé ou Monsieur le chanoine, — et ils sont légion, — qui à l'exemple d'un curé de Nonterre enseignent au catéchisme la victoire de la Marne est due à l'intervention miraculeuse de Jeanne d'Arc, ou de sainte Geneviève ou de saint Michel, peu importe. Eux aussi, à un moment donné, ont préché comme vous que cette guerre est un fléau céleste.

Dieu donc déchaîne contre la France, pour la punir, les hordes ennemies. Il les guide, il les conduit ; et à l'instant précis où le résultat qu'il désire va être atteint, au moment où la France vaincue va tomber à genoux et faire son *Mea culpa*, à ce moment, Dieu appelle un de ses saints ou de ses archanges, le met à la tête de nos armées, et les peuples qui avaient reçu la mission céleste reçoivent aussi de ce héros même qui leur a confié cette mission, une terrible correction.

Vous devez reconnaître, monsieur Lagardère, que votre Dieu, tel que vous nous le représentez, du moins, a une conduite que, sans être irrévérencieux, on peut taxer de quelque peu incohérente.

Un concile du Vatican, vous avez décrété que le pape serait, à l'égal de Dieu, infailible.

Si Dieu est infailible, il ne peut se tromper et pourtant il faut bien reconnaître que si Dieu avait agi comme vous le prétendez, renversant aujourd'hui ce qu'il avait édifié hier, c'est qu'il avait reconnu qu'il s'était trompé.

Un Dieu qui se trompe n'est pas un Dieu.

Vous avez été puni, M. Lagardère, et dans votre for intérieur, vous devez reconnaître que vous avez bien mérité.

Il n'y a qu'un malheur, c'est que tous les prêtres comme vous ne soient pas mobilisés et ne tombent pas sous le coup de l'autorité militaire, sans quoi, vous pouvez être certain que vous seriez en bonne compagnie pour faire vos arrêts.

Charles BOURC.
A la suite de l'incident relaté récemment par le *Bonnet Rouge*, et qu'avaient soulevé les paroles regrettables prononcées devant les troupes par l'abbé Lagardère, aumônier d'une division de cavalerie, à l'occasion du service anniversaire de la mort d'un officier tué à l'ennemi, le ministre de la Guerre a décidé d'infliger une punition disciplinaire à cet aumônier. Tenant compte que l'abbé Lagardère a mérité une citation à l'ordre de l'armée et a obtenu la croix de guerre à la suite de cette citation, il a fixé cette punition à 15 jours d'arrests simples.

Le Frère de Lucien Daudet

Léon Daudet continue à raconter des histoires de brigands et à lancer des défis — qu'il se réfugie ensuite à l'abri de la prescription.

TENTATIVE D'ENCERCLEMENT

L'encerclement des armées serbes se poursuit méthodiquement. Progressivement les admirables armées du roi Pierre se replient vers le sud et vers l'ouest, ayant derrière elles la frontière du Monténégro.

Les forces austro-allemandes et bulgares aboutiront-elles dans leur tentative d'investissement ? Les avis sont très nettement partagés, et l'unanimité est loin d'être faite à ce sujet parmi les critiques militaires allemandes.

L'heure de la décision approche cependant. Nos vaillants alliés, refoulés sur un quart de leur pays, seront prochainement appelés à livrer le combat décisif. Celui-ci aura vraisemblablement pour théâtre la région que couvre, au levant, le massif Karpaunik et au nord, le massif de Dornitor et la Gollia Planina.

On peut, à cet égard, envisager une résistance de longue durée, suffisante pour permettre aux armées alliées d'arriver et d'intervenir utilement.

Or, cette intervention se précise chaque jour davantage et constitue une menace de plus en plus sérieuse pour l'aile gauche bulgare.

Les dernières nouvelles nous annoncent la reprise de Vélès (Koprivul), sur le Vardar, par les Français. Cette information, bien que non encore confirmée, est cependant très vraisemblable. De ce fait, notre action sur le Vardar se trouvera singulièrement accrue.

D'autre part et malgré l'état défavorable de l'atmosphère de très violents combats sont livrés aux abords sud de Stroumitza.

Mais on ne saurait voir dans les opérations actuelles le plan d'action définitif arrêté par le général Sarrail. Il est fort probable que l'effort des contingents engagés sur le front du Vardar et à Stroumitza vise l'occupation définitive de la plus importante voie de communication avec Salonique.

Or, ce but est presque entièrement atteint. Il est ainsi présumable que nous assisterons à un important développement des opérations sur le front français — en liaison avec l'armée anglaise — lorsque le débarquement franco-britannique permettra de mettre en ligne un nombre d'hommes suffisant.

Comment, et dans quelle direction s'effectuera ce mouvement efficace à la satisfaction des Serbes. C'est encore le secret du général Sarrail.

R. Lecointre-Patin.
Ce qu'en pense un Allemand
Amsterdam, 11 novembre. — Le commandant Morant dans le *Berliner Tageblatt* résumait que la détermination des Alliés de poursuivre la guerre n'a pas fait et qu'en conséquence, la guerre va continuer.

Il prévoit la formation par les Alliés d'un nouveau corps expéditionnaire, susceptible d'être employé soit dans les Balkans, soit en Italie. Il considère que lord Kitchener s'attachera à apaiser pour les troupes alliées les difficultés qu'elles rencontrent en Macédoine puis à les pousser à l'attaque, quelle que soit la situation des Bulgares, tandis qu'il pourra diriger des entreprises plus importantes contre les territoires de la Turquie ; l'Angleterre aura ainsi envoyé le seul homme d'action que possède sur les lieux cette dernière considère comme le plus dangereux pour elle.

Accalmie !
Salonique, 10 novembre. — Au cours des dernières vingt-quatre heures, le calme a régné d'absolu sur le front français en raison du trouillage.

Cependant, une certaine activité annonciatrice d'une action prochaine se manifeste devant le front de la Corina, où les Bulgares reculent de Babouna sont concentrés.

Telovo, pris et repris, reste aux mains des Bulgares.

Les Serbes ont attaqué Kalesnik par le nord et se sont emparés de la gare.

La résidence du roi de Serbie
Genève, 10 novembre. — Un télégramme du quartier général de la presse sur le front serbe à la Gazette de Vés dit que le roi Pierre est le premier novembre encore à Jagodina où il a passé en revue une division à Schumadia.

Le 5 novembre, le roi était à Krotchouva, de là, il s'est rendu au sud-ouest à Karschun-tza.

En Roumanie
Ce que disent les déserteurs bulgares
Londres, 11 novembre. — De Bucarest au Times, à la date de dimanche :

« Les déserteurs de l'armée bulgare arrivent en nombre considérable sur le territoire roumain, venant principalement des régiments envoyés sur la côte de la mer Noire ou à Dédragatch. Ils déclarent que les soldats bulgares ne combattent pas les Russes. »

Membres germanophiles
Lausanne, 11 novembre. — On télégraphie de Bucarest à la *Tagesliche Rundschau* :

« Un conseil de la couronne exceptionnel a été tenu au château royal. L'ancien ministre Garp a demandé des mesures plus sévères contre les « amendeurs » et l'interdiction de plusieurs journaux. »

En Grèce
L'agitation règne chez les diplomates
Athènes, 11 novembre. — Depuis hier, on remarque dans les milieux diplomatiques une certaine agitation.

Des conseils des ministres sont successivement tenus, auxquels assiste le général Doumianis, chef de l'état-major. Ces réunions proviennent des bruits divers sur la situation extérieure.

Aucune décision n'a encore été prise au sujet de la dissolution de la Chambre.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL
TROIS HEURES
Rien à ajouter au précédent communiqué

Collusion
Ca y est !
Plus moyen de nier !

« La collusion du directeur de l'Éclair, comte de Caillaud, avec l'organe même de Caillaud, le *Torchon*, vient une fois de plus de s'affirmer. »

Ainsi parle l'Action française de Maurras et Daudet.

En quoi cette « collusion » s'est-elle affirmée ?

Le journal des fripouilles ne le dit pas. Il ne le dit pas, parce que ses lecteurs, si abrutis qu'ils soient devenus, à la longue, créveraient de rire s'ils savaient que cette « collusion » consiste en ceci :

Le *Bonnet Rouge* a raconté, après l'Éclair, qui enchaîne l'Éclair, que le traditionaliste Paul Bourget, inventeur du roman chrétien et de l'adulteré catholique, avait réclamé 25 francs à M. Ernest Judet qui lui avait l'honneur de reproduire dans son journal quelques passages de son dernier livre.

Voilà la « collusion » !

Il ne faut pas que les fidèles du néo-royalisme sachent que la « collusion » se réduit à si peu de chose.

Il faut encore moins que les lecteurs de l'Action française apprennent que le « maître » Paul Bourget est aussi rapide que Léon Daudet lui-même.

La Censure à la Chambre

La Chambre vient d'être saisie d'un rapport de M. Paul-Mémier, relatif au régime de la presse en temps de guerre. La discussion immédiate étant demandée, la proposition pourra être votée prochainement en séance publique. Voici le texte définitivement arrêté :

Article premier.
En temps de guerre, le texte de tout article ou information d'ordre militaire ou diplomatique de chaque feuille ou livraison d'un journal ou écrit périodique doit être, d'un journal ou écrit périodique, communiqué à l'autorité publique suivant les règles prescrites par l'article 10, paragraphe 2, de la loi du 29 juillet 1881.

Le ministre de l'Intérieur et dans le département de la Seine, les préfets dans les autres départements ne pourront interdire que la seule publication d'articles ou informations d'ordre militaire ou diplomatique qui seraient de nature à nuire à la défense nationale, et notamment la publication de renseignements autres que ceux qui seraient communiqués par le gouvernement et par le commandement sur les mouvements de troupes et les opérations militaires sur terre et sur mer.

Article 2.
Il est interdit de distribuer un journal ou écrit périodique sans avoir accompli la formalité ci-dessus prescrite ou d'insérer dans ledit écrit, malgré l'interdiction faite dans les conditions de l'article précédent, des informations ou renseignements d'ordre militaire ou diplomatique.

Il est également interdit de publier par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, des informations et renseignements de la nature spécifiée à l'article premier, paragraphe deux, de la présente loi.

Article 3.
En temps de guerre, l'introduction en France, la circulation et la mise en vente ou distribution de journaux, brochures, écrits ou dessins de toute nature, publiés à l'étranger, sont interdites par simple arrêté du ministre de l'Intérieur, pris dans les conditions de l'article premier.

Article 4.
Toute infraction aux prescriptions résultant des articles 2 et 3 de la présente loi sera poursuivie conformément aux règles déterminées par les articles 42, 43 et 44 de la loi du 29 juillet 1881.

Les auteurs et complices desdites infractions seront passibles d'une amende de 1.000 à 5.000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive par le même journal et dans les cas prévus par l'article 53 du Code pénal, les tribunaux pourront, suivant la gravité du délit, prononcer la suspension du journal ou écrit périodique pour un temps qui ne pourra excéder deux mois, ni être moindre de deux jours.

Tous journaux, écrits périodiques ou non périodiques, dessins, affiches, etc., incriminés, ayant servi à commettre les délits prévus par la présente loi seront préventivement saisis ou arrachés.

La destruction en sera ordonnée par le jugement de condamnation.

Les délits prévus et réprimés par la présente loi sont de la compétence exclusive de la juridiction correctionnelle.

Les articles 64 et 65 de la loi du 29 juillet 1881 leur sont applicables.

Les dispositions de l'article 9, numéro 3, de la loi du 9 août 1849 concernant l'interdiction des publications demeurent expressément abrogées.

La loi du 5 août 1914 tendant à réprimer les indiscrétions de la presse en temps de guerre est également abrogée, ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

Si la Chambre adopte les dispositions qui lui sont présentées, il n'y aura plus de conflits possible entre la Censure et la Presse.

Au Groupe du Parti Radical
Le groupe du parti radical a procédé ce matin à la désignation de membres des grandes commissions.

MM. Henry Simon et Ajam ont été nommés à la commission du budget, en remplacement de MM. Ailhaud et Ajam.

M. Potvin, à la commission de la marine ; M. Morin, à la commission de l'enseignement ; M. Giordan, à la commission des pensions.

Le coup de pied de l'âne
Romain Rolland a subi bien des outrages, reçu bien des horions — ce qui prouve que ce n'est pas une position très confortable que d'être hors de la bataille et que, pour se tenir au-dessus de la mêlée, on n'en est pas moins exposé aux coups.

Tous les Massis et les Lutzanaris, les Watefel — qui voudraient peut-être un nouvel assassinat politique — y allèrent de leur rade.

Il manquait l'ultime outrage, le coup de pied de l'âne.

Il ne manque plus rien à Romain Rolland.

L'Action Française, hier matin, y allait, à son tour, de son petit paquet de sottises.

M. Malvy et l'Alcoolisme

Parfait !

M. Malvy vient d'adresser aux Préfets une nouvelle circulaire sur l'alcoolisme.

Nous nous faisons une joie — nous qui n'avons pas ménagé nos critiques, en d'autres circonstances — de reconnaître que cette circulaire paraît de nature à donner satisfaction à tout le monde.

Inspiré d'un esprit excellent, la circulaire de M. Malvy concilie les intérêts les plus contradictoires en apparence, intérêts que l'on s'imaginait, bien à tort, irrémédiablement opposés :

l'intérêt national, qui exige une prompte et décisive répression de l'alcoolisme ;

les intérêts de la corporation des marchands de vins qui, Français comme les autres, contribuent à la prospérité des finances publiques, ont le droit de ne pas être traités en parias.

Ces intérêts différents, M. Malvy les concilie.

Le ministre de l'Intérieur a suivi, pour obtenir ce résultat merveilleux, une méthode excellente, la méthode démocratique : au lieu de légiférer bureaucratiquement, sans consulter tous les intéressés, il a entendu les uns et les autres et retenu le meilleur de ce que chacun disait, et des avis des intéressés, a fait jaillir la vérité — la vérité pratique.

Si les Préfets reçoivent, d'autre part, des instructions bien définies qui les invitent à appliquer la circulaire avec tact, avec mesure et avec intelligence, nous ne pouvons attendre de cette nouvelle réglementation que des effets heureux.

La Loi Dalbiez n'est pas une blague

On vient de faire à Lyon une application de la loi Dalbiez, en arrêtant un usinier de la rue de la Corderie, nommé Antoine Font, qui travaillait à la fabrication des obus, et son contremaître, Claude Perraud. Le premier avait fait embusquer dans son usine un garçon marchand de vin, et le second se trois beaux frères, dont les professions n'avaient aucun rapport avec la métallurgie. Les quatre pseudo-ouvriers mobilisés sont, comme Font et Perraud, en prévention de conseil de guerre.

PLUS DE PAPERASSES !

Le général Gallieni vient de décider de mettre fin à la routine et à la paperasserie dans l'armée.

A cet effet, il a prescrit un certain nombre de mesures, — lesquelles étaient, pour la plupart, déjà prévues par la loi Dalbiez.

Ces mesures peuvent se résumer ainsi :

— Plus de méthodes surannées ni d'excessive centralisation ; ces questions devront être, le plus possible, réglées directement par les chefs compétents, sans intervention personnelle du Ministre.

— Avantage d'initiative et d'activité ; étouffer les officiers et fonctionnaires trop lent, ou trop timides, et supprimer les emplois inutiles.

— Emploi des méthodes et moyens modernes ; téléphone machine à écrire.

— Substitution de femmes aux hommes dans nombre d'emplois.

— Enfin le ministre de la guerre entend renforcer les dispositions de la loi Dalbiez en ce qui concerne les exemptions, réformes et auxiliaires.

En quoi consistent les mesures nouvelles ? On ne le sait pas encore. Mais nous croyons savoir qu'il ne s'agit que de questions de visites nouvelles.

La Circulaire

M. Malvy rappelle qu'il a été amené à constater que la diversité des décisions prises par les préfets, à la suite de sa circulaire du 21 août, était de nature, par l'inégalité de situation qu'elle créait entre les départements et au sein même des départements, à soulever de sérieuses difficultés.

Aussi a-t-il pensé qu'en attendant le jour où le Parlement se sera prononcé, il convenait de recourir à une réglementation administrative de la loi uniforme et précise, dont l'application serait étendue indistinctement à tous les départements. Entrant dans ces vues se prenant texte des avis émis par

l'Académie de médecine et par le Conseil supérieur d'hygiène publique, le gouvernement s'est arrêté aux mesures suivantes :

Interdiction de la vente des boissons alcooliques, sous certaines exceptions, au détail et dans les débits de boissons, le matin avant onze heures.

Même interdiction, mais sans limitation d'heure, pour les femmes et pour les mineurs au-dessous de dix-huit ans.

Le ministre de la Guerre, de son côté, donnera les ordres nécessaires pour que les mesures prises par les autorités militaires sur différents points du territoire soient générales et uniformisées.

En conséquence, dit M. Malvy, je vous prie de prendre un arrêté ou de modifier l'arrêté que vous auriez émis, dans les termes du modèle que je vous envoie ci-joint.

Toutefois, je ne méconnaiss pas la perturbation que peut apporter cette nouvelle réglementation, brusquement introduite dans certains milieux commerciaux dont les intérêts sont respectables, les difficultés d'exécution qu'elle va rencontrer, les exagérations mêmes auxquelles elle pourrait aboutir.

C'est dans l'application qu'il faudra chercher les atténuations nécessaires, et c'est par vos instructions aux agents de l'autorité que vous pourrez éviter les rigueurs inutiles.

« En résumé, le gouvernement a jugé nécessaire que l'autorité militaire ait entre les mains le moyen légal d'intervenir dans les circonstances et dans la mesure où l'intérêt de la nation le commande. Mais cette arme, dans notre pensée, doit servir également aux défilants consciencieux pour leur permettre de faire eux-mêmes à cet égard, et dans leur propre intérêt, comme dans l'intérêt du pays, la police de leurs débits. »

Cette circulaire est suivie du modèle de l'arrêté que pourront prendre les préfets :

Article premier. — La vente au détail des spiritueux est interdite le matin jusqu'à onze heures dans tous les cafés, cabarets, estaminets et débits de boissons d'un département.

Cette interdiction sera applicable pendant toute la durée d'ouverture de ces établissements en ce qui concerne les femmes et les mineurs au-dessous de dix-huit ans.

Ne sont pas compris dans l'interdiction :

1. Le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel ;

2. Pourvu qu'ils ne tiennent pas plus de 180 litres de vin de liqueur et d'imitation, ainsi que les vins aromatisés préparés sans addition, macération ni distillation de substances contenant des essences ;

3. Pourvu qu'ils ne tiennent pas plus de 230 litres de spiritueux préparés avec des fruits frais ;

4. Toute infraction sera poursuivie conformément aux lois en vigueur.

Art. 3. — MM. les sous-préfets, maires, officiers de gendarmerie, commissaires de police et tous autres officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LA VIE DE PARIS

1916

Les calendriers sont parus. Chaque année, cela fait bien quand on est journaliste, d'aller de son petit couplet sur l'an prochain.

Célébrons donc 1916, dont les marchands pressés nous offrent les jours tout neufs, les saisons tout entières, l'éternité non résolue.

Je l'ai contemplé avec une certaine défiance, ce petit carnet, il contient des choses et des choses encore assoupies, qui vont se lever heures par heures, découvrant leur visage inconnu, tantôt en tirant d'affreuses grimaces. Il nous faudra parfois les accepter, telles qu'elles sont, avec cette philosophie qu'on se tisse brin à brin, après les blessures.

A ma défiance, de la rage s'ajoute. La vie serait si bonne si l'on pouvait y point toujours des pains tendus, mais de bonne miche de ménage. Devoirs et joies s'y balanceraient en harmonie, si bon savait.

Il y faudrait peu de bonne volonté, mais tant d'amour ! L'homme n'aime point assez son frère. Pour l'instant, la Loi est de Meurtre, et 1916 se verra baptiser de journe sanglante. Et 1915 qui nous avions salue comme un bon camarade, quelle date, parmi toutes celles qui s'alignent en ce calendrier vierge, est marquée du signe libérateur ? Nul doit ne l'a marquée.

1916 ? Mystère. Attendez-vous, calendrier, avant de montrer ainsi pimpant dans la robe non froquée, si tu n'es point ébloui de nos espoirs.

Fanny Clar.

La Morue Française

Ainsi que nous le faisons prévoir hier, cette affaire s'est terminée par un simple verdict d'acquiescement. Les accusés ayant bénéficié de la miérisse d'après les membres du conseil de guerre.

Il n'y a plus qu'à s'aligner devant la close jugée, et nous nous abstenons de tous commentaires.

Dans la Rue...

On a fait beaucoup, déjà, pour les permissionnaires. Les sociétés d'origine des pays ennemis distribuent, soit de l'argent, soit des billets de logement à ceux de leurs compatriotes mobilisés qui, venant se reposer quelques jours du dur labeur des tranchées, n'auraient pas un foyer où s'abriter, ni une table.

D'autres initiatives privées, parmi lesquelles une place d'honneur revient à celle de la *Guerre Sociale* et de Gustave Hervé, ont réussi à apporter quelque soulagement à l'angoisse démentielle des permissionnaires, sans famille et sans ressources.

Mais, s'il a été fait beaucoup, il reste beaucoup à faire, beaucoup trop. Vous pouvez voir ce que nous avons vu, ce que nous voyons chaque jour : de lamentables théories de soldats, se traînant par les rues, et comptant avec effroi les heures qui passent, dont chacune les rapproche de la nuit, de la nuit qu'ils passeront. Ils ne savent où, sur les banquettes de quelque salle d'attente ou, pis encore, dans l'escalier d'un immeuble quelconque.

Le spectacle de ces héros dans la gêne est un douloureux et un sensible. Ceux qui se sont battus pour sauver Paris méritent de trouver à Paris, quand ils y viennent se reposer, l'hospitalité la plus complète.

Les journaux publics ont le devoir de faire ce que l'initiative privée, si intelligente et si généreuse qu'elle soit, n'a pu faire, à elle seule : Assurer la table et le lit à tous les permissionnaires sans ressources.

Un Discours de M. Mithouard. Voici un passage de l'éloquent discours que M. Adrien Mithouard, président du conseil municipal de Paris, a prononcé à la dernière réunion de cette assemblée.

« Que notre première pensée, en nous retrouvant ici, soit donc aujourd'hui comme hier pour nos soldats, dont la résolution magnifique maintient la France et dont la bravoure insubmersible vient d'ajouter à notre histoire une année plus grande qu'un siècle.

« Quelle s'en aille vers tous ceux de toute nation qui, sous les drapeaux des alliés, combattent pour défendre ces deux biens premiers auxquels tout homme qui passe en ce monde doit la dernière goutte de son sang : l'honneur et le droit des gens.

« Quelle s'en aille aussi à l'égard de nos soldats et de nos héros, de nos héros amis les Français.

« Au nom du Conseil municipal, je salue avec respect la nation serbe qui transporte ses foyers sur les mauvais chemins des montagnes et dont les soldats combattent à côté de nos femmes et de nos enfants pour défendre pied à pied le sol sacré de leurs frontières.

« Tous les cœurs français sont tournés vers eux.

« Puissent la confiance absolue et l'affection

Les Planches

Au Théâtre Michel

Les Vacances de l'Amour

Comédie en 3 actes de M. Sylvain Bonnafant

Le Théâtre Michel est le temple des mondaines. Les œuvres qui y sont représentées gardent toujours, malgré que les sujets traités soient des plus saubres, ce bon ton qui est de mise dans les salons du grand monde. Le dialogue effleuré à peine, il glisse et roule sur des idées très osées qui lui fait accepter sans sourciller. C'est un peu comme une conférence sur le *Kamasutra* qui serait prononcée par une jeune pensionnaire du couvent des Oiseaux.

Ainsi, les trois actes de M. Sylvain Bonnafant annoncent une phase risquée de vie amoureuse.

Par raison de santé, la jeune Paulette de Vallonges doit pendant trois mois suspendre les relations... sentimentales qu'elle entretient avec son mari. Ce temps d'arrêt dans la longue de M. de Vallonges lui fait craindre qu'il n'aït vécu d'autres joies, des joies extra-conjugales.

que nous avons ici dans la victoire finale où son père trouvera sa délivrance, servir d'as de confort aux vaillants de cette lutte surhumaine et mettre la fleur d'une suprême espérance dans les yeux des héros qui succombent.

M. Adrien Mithouard adresse ensuite l'expression de la sympathie du peuple de Paris à MM. Henri Galli et Jousselet, dont les fils sont tombés au champ d'honneur. Puis il félicite MM. Pierre Quentin-Bauchart et Marcel Habert, qui ont brillamment mérité la croix de guerre.

L'Arménie en deuil

De notre correspondant d'Amérique. Nous recevons de New-York une lettre où est décrite la triste situation des Arméniens, persécutés par les Turcs.

« Les Arméniens, ici, sont fous de colère et de désespoir. Je crois qu'une terrible revanche pourrait être prise. Tous nos amis de Constantinople, tout ce qui fait la gloire et la richesse d'une nation, sont télescopés, ses savants, ses écrivains sont morts. Toute notre famille doit être massacrée, sauf le genre, qui est dans l'armée turque.

« La ville entière d'un de nos amis a été brûlée; toute sa famille massacrée. Chaque jour, des documents irrévocables nous parviennent, ajoutant les crimes aux crimes.

« Des meetings ont eu lieu ici. Nous y avons vu des femmes arméniennes apporter tout ce qu'elles possédaient pour les volontaires qui s'en allaient. Un prêtre de nos amis (revoqué pour ses idées avancées), présidait ce meeting. Tout à coup, il se leva et, avec une magnifique éloquence, s'écria :

« Un dollar, deux dollars, que vous donnez, qu'est-ce cela ? C'est une vie, cent vies, qui me font, c'est cela dont nous avons besoin.

« A ce sermon, les hommes pleuraient. « Si seulement il y avait eu, de la part des Alliés, une promesse formelle d'autonomie arménienne, c'est par milliers que les volontaires seraient partis.

« Rien n'a eu lieu, malgré les demandes faites personnellement. Aucune assurance précise n'a pu être donnée, ni par la Russie, ni par l'Angleterre. La diplomatie, une fois de plus, est en jeu là, comme elle l'a été toujours. Les Arméniens se méfient d'en être encore le prix. Ce prix est trop élevé, puisque c'est presque une nation entière qui est mise en jeu.

« L'objet de la réunion était de discuter de l'actuelle situation politique et de maintenir l'entente des groupes démocrates.

« Dans un ordre du jour, voté à l'issue de cette réunion, ce comité d'entente rappelle : « Que la volonté du pays, qui a eu raison des menées goliathistes, n'a pas seulement voulu la guerre pour une question d'intégrité nationale, mais aussi dans le but de collaborer intimement à la victoire de la civilisation, de la justice et de la liberté des peuples contre la monstrueuse prétention de l'hégémonie turque.

« Il rappelle également aux quelques rares ennemis de l'intérieur qui voudraient enlever une fois de plus en travers de la route glorieuse qui doit parcourir l'Italie, en essayant de rompre la confiance et la concorde, et accorder ainsi les difficultés existantes, que le pays ne le tolérera pas.

« Demande au Parlement de ne pas aller à l'encontre de la Nation qui a si généralement, de son sang, et par les nombreux actes de vaillance de nos milliers de héros, signifié son inébranlable volonté.

« Envoie un vibrant salut de solidarité à la Serbie héroïque, et décide :

« De maintenir une vigilante assiduité dans le travail de propagande et de la solidarité ; demande au Comité directeur de décider de coordonner l'action pratique qui conviendrait pour la diffusion et l'affirmation des vœux exprimés ci-dessus. »

« L'interprétation est bonne, excellente même, exception faite pour M. Derives, dont la mine hâve et les yeux tristes dénotent qu'il est le premier étonné de son influence sur le sexe faible. M. Maulou joue avec chic son rôle de mondain au villageois.

« Ici, je dois complimenter M. Sylvain Bonnafant, qui, dans son rôle de directeur, vient parfaitement à l'appel de Miss Clara Rilson : Léone de Vimeur, qui, par instants, rappelait Miss Campton à qui elle avait emprunté facilement la grâce, la gaieté et l'accent ; Mme Villorot-Got, doucement émuante en Paulette de Vallonges et Jac-

Contre la "Coco" Notre Enquête

M. le professeur DEBIERRE, sénateur. Aucun problème social ne laisse indifférent l'éminent sénateur du Nord. Comme parlementaire et comme professeur à la Faculté de médecine de Lille, M. le docteur Charles Debière nous adresse son opinion autorisée sur la cocaine :

« Qui n'approuverait pas, nous écrit-il, toute campagne menée contre les marchands de poisons ? Je ne puis donc qu'approuver la votre contre la cocaine.

« Les poisons semblent chers à notre pauvre humanité. Voilà pourquoi l'alcool, l'éther, la morphine et l'opium ont déjà fait de miséreux physiologiques et tant de victimes.

« Aujourd'hui, c'est une nouvelle drogue qui opère à son tour. Aux alcooliques, aux épileptiques, aux méphomanes, sont venus s'ajouter les cocaïnomanes.

« Tous ces poisons sont des poisons stupéfiants. Ils grisent et endorment le système nerveux. Ils plongent momentanément les pauvres créatures humaines qui s'y livrent dans une sorte de bien-être, général, qu'ils laissent retomber comme des loques.

« Pour mettre l'homme à l'abri de ces poisons diaboliques, il est nécessaire d'en entraver la vente.

« En ce qui concerne la cocaine, on peut poursuivre et condamner les vendeurs. Les marchands de poisons ne doivent pas être épargnés.

« Dehors du pharmacien qui s'est qualifié pour définir et vendre les poisons, nul ne peut vendre de cocaine. Le pharmacien lui-même n'a pas le droit d'en délivrer sans ordonnance médicale.

« Le médecin, de son côté, ne doit point délivrer d'ordonnance, inconsiderée ou de complaisance à ceux de ses clients qui veulent se procurer cette drogue pour s'en griser et s'en abrutir.

« La cocaine, d'ailleurs, est une drogue prussienne. C'est exact. Mais, c'est parce que les Boches ont monopolisé presque toutes les substances chimiques.

« Si elle nous arrive encore d'Allemagne par l'intermédiaire de la Suisse, il me semble qu'il est facile à la Douane de l'arrêter à la frontière.

« Dans tous les cas, il m'apparaît que la cocaïnomanie peut-être assez facilement atteinte et réprimée en mettant dans l'impossibilité de s'en procurer les malheureux qui en mourraient.

« Bâiller la drogue, la mettre à l'abri de la main profane, il suffit de le vouloir. Contre les détenteurs de ce poison, le code pénal n'est pas sans armes. En régler la vente ne parait facile.

« Quoiqu'il en soit, j'approuve votre campagne et je souhaite elle réussisse à sauver du poison d'innocentes victimes.

« L'opinion est unanime : il ne reste plus qu'à prendre les mesures qui s'imposent. N'attendons plus.

Léo Poldes.

Faits Divers Financiers

Deutsches Langwunder. — Les actionnaires réunis le 25 octobre ont décidé de ne répartir aucun dividende, comme précédemment.

South Katguri consolidated. — Déclaration d'excédent informelle de 6 pence à valoir sur l'exercice prenant fin le 31 mars 1916.

Lauriat. — Pour l'exercice 1914-15, le produit brut s'élevait à 11.212.489 marks contre 12.350.832 marks précédents. Les dépenses ont été de 950.125 marks, contre 2.422.158 marks et le dividende est maintenu à 400.

Lettres à « Marraïne » Les Françaises

Vous avez raison, Madame : les hommes ne sont pas seuls à faire la guerre. Ils se battent, eux, avec leurs muscles, avec leur cerveau. Les femmes se battent avec leurs nerfs.

« Des poupées, les femmes de chez nous, de pauvres poupées sans cervelle et sans cœur... ah ! l'affreux mensonge ou le vilain mensonge !

« On a dit qu'on donnera la Croix de Guerre à des femmes, c'est déjà la preuve que la bravoure n'est pas un apanage masculin. Et lorsqu'un jour, après la victoire, les Françaises célébreront d'un même cœur reconnaissant la fête de Jeanne d'Arc, l'hommage de tout un peuple ira en réalité, vers toutes celles qui, à travers les âges, prouveront qu'il n'est point besoin de la force pour engendrer le courage.

« C'est la tradition des femmes de la Gaulle d'aider l'homme à porter l'armure, et d'être la.

« Ce n'est pas cette guerre qui rompra la merveilleuse tradition. Elles furent toutes là, près des soldats, la préfète comme la maîtresse, la petite sœur comme l'institutrice. Elles furent toujours au ton souffrant. Quand elles le purent, elles furent là où l'on se battait.

« Mais il n'y a pas que les braves Françaises, clairvoyantes par la renommée. Ce n'est pas une femme, ce ne sont pas dix femmes qui furent sublimes : elles le furent toutes.

« Je pourrais citer les noms de femmes qui, pendant des semaines, au moment tragique de la retraite, risquèrent, quotidiennement leur vie pour aller ravitailler des soldats perdus dans les bois.

« Mais j'aime mieux, encore me souvenir de cette jeune maman que je vis, bercer son enfant, sous les obus.

« C'était à X..., petit pays méthodiquement bombardé par les Allemands pendant six mois. La population n'avait pas bronché. Tous les jours, une trentaine d'obus tombaient dans les champs, dans les jardins, parfois sur les maisons. On s'était habitué. Dès le premier coup, on se réfugiait dans les caves les plus solides du village, et l'on attendait, sans impatience, que le dernier coup fut tiré.

« Un jour, le venant d'accompagner à l'hôpital une canquée blessée, en face était une grande cave. J'y allai. Il n'y avait là que des soldats et quelques femmes. L'une d'elles attirait surtout l'attention. Vingt-cinq ans peut-être, blonde, mince, elle s'efforçait d'apaiser un poupon qu'elle avait l'obscurité presque totale. Mais tous ses efforts restaient vains : l'enfant, entêté, le spectateur de la classe 34 braillait de plus belle, presque convulsivement.

« Il lui faudrait de la lumière, à ce petit, dit-elle tout bas.

« C'est aussi ce que pensait la maman, car elle n'hésita pas. Une marmite venue d'atelier, tout près dans un formidable grondement. Nous savions qu'une pièce seule tirait. Il se trouvait donc un intervalle de près de deux minutes entre chaque coup. Sans perdre une seconde, la villageoise voulut mettre ce temps à profit : elle s'élança hors de la cave. Pendant un long quart d'heure, malgré nos objections, elle fit durer ce jeu sublime. Quand elle rentra nous pouvions être sûrs qu'un obus arrivait ; elle ressortait aussitôt que cessait la pluie des obus et des tuiles. Le bébé ne pleurait plus, rassuré de revoir le jour.

« Il advint qu'une fois, nous entendîmes l'explosion d'un projectile avant que la maman n'ait rejoint notre abri.

« Bouleversés, nous nous étions tous précipités vers la sortie. Bercant toujours son poupon, la mère revenait, un peu pâle. Elle souriait, nous nous réjouissons.

« Mais non, il n'y a pas de bobo ; fenez, il est tombé là, à droite...

« Nous regardâmes dans la direction indiquée : une colonne de fumée montait, à moins de cinquante mètres...

« C'est tout mon histoire. Madame. Ne contribuez-elle pas à expliquer un peu l'endurance et l'entrain de nos soldats ?

« Voilà comme sont leurs mères, leurs compagnes, les Françaises.

Les autres ont Bertha Krupp. J. C.

Groupes et Syndicats

18 heures. — Cheminots Paris-Nord (8, rue des Poissonniers). — Ballonnet (au siège).

20 heures 30. — Comité d'entente des jeunes socialistes (49, rue de Bretagne). — 5^e section (76, rue Moutetard). — 13^e Jeunesse (17, rue Edouard Manet). — 18^e Chapelle (10, rue de l'Évangile). — 19^e section (42, rue de Flandre).

20 heures 30. — Jeunes de la Ménagère (67, rue Pouchet). — Cercle des Coopérateurs de la Bellevilloise (salle des Conférences).

21 heures. — 11^e arrondissement rue d'Angoulême, 59. — Levallois-Perret (82, rue des Frères-Herbert). — Union fédérale des Locataires. — Urgence, 21 heures, 33, rue d'Angoulême.

LEÇONS D'ANGLAIS à domicile par demoiselle de la salle anglaise de la Tour de la Miss Bell, 3 bis, rue Clément-Marot, Paris.

SAGE-FEMME. Ancienne élève Maternité de Paris. Ex-interne hôpital. Spécialité : sage-femme. Téléphone : 11, rue Jean-Leclaire, Paris (17^e). Nord-Sud. Marcadet.

AUX ÉCOUTES

Chanson du Jour Remember!

A la mémoire de miss Cavell, assassinée à Bruxelles.

(Ain : Rappel-toi.)

Rappelle-toi, Guillaume le Féroce, Tyrant dément, nouveau Caligula, Rappelle-toi ton dernier crime atroce

Dont eut rougi un modèle : Attila !

Ayant brûlé, pillé,

Succubé la Belgique,

Fustigé sans pitié

Une Anglaise héroïque,

Mais prends garde aux remords !

Poursuivre de la Mort,

Rappelle-toi ! (bis).

Après Louvain, Reims et tant d'autres

Leve de sang, fier de l'impunité (crimes),

Il te jallait encore d'autres victimes,

Et tu choisissais cet ange de bonté !

Son ciel clair l'a brisé

Dans la cage au ciel

Le monde s'est levé

Et l'a demandé : Grâce !

Pourtant, ce fut en vain,

Guillaume l'Assassin,

Rappelle-toi ! (bis).

Un héros, valet digne de maître,

A sur ton orbi, achève de sa main

Ce faible corps sans que ton cœur de

Ait tressaillé d'un sentiment humain !

Mais le monde a frémi

Devant cet acte infâme :

C'est ton pire ennemi

Le cadavre de l'homme

Un jour, ton tour viendra

Et chacun te dira :

Rappelle-toi ! (bis).

P. ALBERTY.

C'est une maladie de famille, chez les Daudet, que la manie morbide de l'exhibition.

Léopold — le maître de l'Action française — propose par « Mémoires ». En trois cents pages, il raconte, deux fois par an, ses tribulations, ses renoncements et ses heures canaliculaires.

Son frère Lucien — celui d'André Germain, du *Jul* musique et de la Préfecture de Police (service des mœurs) — préfère le roman.

Il met au roman ses amitiés passionnées, ses camaraderies excessives, ses amours antipathiques.

Au fond il se ressemble, tout en se détestant. Et si Lucien n'avait quelque talent, on ne le distinguerait pas de son frère.

Julie tribu, la tribu des Daudet.

Turqueries boches... Dans la Gazette de France, le professeur M. Hartmann rompt une lance en l'honneur du turc, qui est appelé selon lui à devenir un *Weltberherrschende* à supplanter dans tout l'Orient non seulement le français et l'italien, mais même l'arabe.

Il paraît qu'il suffirait pour cela de trouver un moyen d'écrire le turc en écriture latine (pourquoi pas gotique ?) On s'occupe fort de ce problème à Constantinople, avec le bienveillant concours de quelques spécialistes allemands. Nous serait-il permis de signaler aux savants mégalomanes de cette réforme orthographique la tentative intéressante faite par Molière dans son *Bourgeois gentilhomme* ? Vous savez bien : « Caracacacacac », ce qui veut dire en turc : « Ma chère amie ! » Molière n'avait été encore qu'un timide précurseur. C'est dans le docte Allemagne que se recrutent les grands Mamamouches de l'avenir.

La patte et la poutre... M. Gaudin de Villaine, qui ne s'est pas regardé, a découvert quatre « ombres » dans le cabinet.

Ces quatre ombres, qu'il qualifie aussi de « vieux sacheurs » ce sont MM. de Freycinet, Léon Bourgeois, Emile Combes et Jules Guesde. Evidemment M. Gaudin de Villaine n'est pas vieux, encore moins est-il une ombre.

C'est tout au plus s'il paraît soixante-dix ans et ressemble à un revenant.

Guillaume II est le seul à s'étonner de la haine qu'il inspire. En Norvège par exemple, pays pour lequel il a multiplié ses amabilités, il n'a pu arriver à posséder le cœur du pays.

En vain lui offrit-il une gigantesque statue qui ne lui fut pas refusée par simple courtoisie, en vain combatta-t-il ses ennemis de somptueux cadeaux, la Norvège est restée rebelle et dernièrement le Kaiser l'appart de façon sûre. Il en fut profondément stupéfait, autant que navré.

Une navagation est arrivée à Paris, après avoir traversé l'Allemagne. Elle lui stupéfiait en débarquant chez nous de voir les débris qui abondent chez les marchands. A Berlin nous assurément, on ne voit plus guère de vivres. Son impression est que vraiment l'Allemagne souffre d'une disette gigantesque.

Les Berlinois sont très affectés par la guer-

re. Les visages sont graves. Jusque sur les enfants, la tristesse pèse. La campagne de Russie fut une cause de profondes déceptions. On comptait bien être à Petrograd avant les froûts et aussi pousser Calais. Subir les souffrances d'une campagne d'hiver là-bas épouvante les soldats allemands.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie. Au bout de huit jours, les soldats allemands...

— Ou sommes-nous les ? — En France. — Huit jours plus tard, la même question lui posée par les mêmes soldats. — Ou sommes-nous à présent ? — Toujours en France.

Les soldats ne répondent rien, mais pendant cent étonnés. Huit jours encore s'étaient passés, ils n'avaient rien dit.

— Maintenant on sommes-nous ? — Mais toujours en France. — Comment s'en vont-ils les soldats ? — La Russie est si grande qu'on ne peut aller, que veut faire le 14th Mars le 12th, d'aller que querir de nouvelles terres ?

TOUS LES SPORTS

Excès de physique... Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.

Un officier russe nous contait ces jours-ci, au moment de la guerre de la Russie avec le Japon, un tram de soldats russes se dirigeant vers la frontière de Mandchourie.